

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple – Un But – Une Foi**

MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE    COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

-----  
Secrétariat Général  
-----

**CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE DU SECTEUR  
DEVELOPPEMENT RURAL**



**RAPPORT DE LA VINGTIÈME REVUE DES  
PROJETS ET PROGRAMMES DU SECTEUR  
DEVELOPPEMENT RURAL**

**Novembre 2020**

# Sommaire

Sommaire.....	2
Liste des sigles et abréviations .....	4
Introduction .....	5
1. Contexte.....	5
2. Méthodologie :.....	6
3. Etat d'exécution des projets et programmes au 31/12/2019.....	8
4. Réalisations de l'année 2019 .....	8
4.1. Situation des décaissements.....	8
4.1.1. Décaissements selon les composantes du PNISA .....	8
4.1.2. Répartition du financement selon le budget programme .....	10
4.1.3. Evolution du taux de décaissements des projets de 2018 à 2019 .....	12
5. Contraintes et propositions de solutions.....	12
5.1. Contraintes.....	12
5.2. Propositions de solutions.....	13
ANNEXE : .....	14

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des financements et décaissements réalisés au cours de l'année 2019 (FCFA) .....	8
Tableau 2 : Décaissements de l'année 2019 selon les composantes du PNISA (en FCFA).....	9
Tableau 3 : Répartition du financement 2019 suivant les programmes (FCFA) .....	10
Tableau 4 : évolution du taux de décaissement de 2018 à 2019 SDR Global .....	12
<b>Tableau 5 : Liste des projets ayant fourni des données financières .....</b>	<b>14</b>

## Liste des sigles et abréviations

ADRS	agence de développement rural de la vallée du fleuve Sénégal
AFD	agence française de développement
APD	avant-projet détaillé
BAD	banque africaine de développement
BADEA	banque arabe pour le développement économique en Afrique
BIDC	banque d'investissement et développement de la CEDEAO
BOAD	banque ouest africaine de développement
BSI	budget spécial d'investissement
CPS/SDR	cellule de planification et de statistique secteur développement rural
CREDD	cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable
CSA	commissariat à la sécurité alimentaire
DNA	direction nationale de l'agriculture
DNGR	direction nationale du génie rural
DNP	direction nationale de la pêche
DNPIA	direction nationale des productions et industries animales
FCFA	franc de la communauté financière africaine
FIDA	fonds international de développement agricole
FKDEA	fonds koweïtien pour le développement économique en Afrique
FSD	fonds saoudien pour le développement
FSN	fonds spécial du Nigeria
GAFSP	global agriculture and food security program
NTIC	nouvelles technologies de l'information et de la communication
OPEP	organisation des pays exportateurs de pétrole
OPIB	office du périmètre irrigué de Baguinéda
ORS	office riz Ségou
P/P	projets et programmes
PAFAM	projet d'appui à la filière anacarde au Mali
PAFHA	projet d'appui à la filière halieutique au Mali
PDIRAAM	projet intégré de développement des ressources animales au mali
PNISA	plan national d'investissements du secteur agricole
PNSA	plan national de sécurité alimentaire
RGA	recensement général de l'Agriculture
SDR	secteur développement rural
UEMOA	union économique et monétaire ouest africains

## Introduction

Le présent rapport porte sur les principaux résultats issus de la revue des projets/programmes du secteur Développement Rural pour l'exercice budgétaire et comptable 2019.

La production du rapport s'inscrit dans le cadre des missions régaliennes de la CPS/SDR. Il vise à informer les décideurs et les responsables de projets et programmes de la situation d'exécution des différents projets.

Le rapport est structuré en cinq parties :

- Le contexte ;
- La méthodologie ;
- L'état d'exécution du portefeuille des Projets/Programmes au 31/12/2019 (financements acquis, décaissements, répartition des projets et programmes en fonction de l'âge et des zones d'intervention etc.)
- Les difficultés/contraintes de mise en œuvre des projets et programmes et les propositions de solutions ;
- Les annexes.

### 1. Contexte

Par lettre circulaire n°00676/MEF-SG du 17 février 2020 relative à la préparation et à la tenue des revues de budgets-programmes, des revues de Projets/Programmes, des revues sectorielles, de la revue CREDD et de la revue budgétaire conjointe pour l'année 2019, le Ministre de l'Economie et des Finances a rappelé à chaque département ministériel de préparer et de tenir leurs revues des budgets-programmes. Cette lettre, accompagnée d'une note méthodologique précise le chronogramme de chaque revue et son harmonisation avec la revue du CREDD et la revue budgétaire conjointe pour l'année 2019.

La mise en œuvre des activités de la CPS/SDR et des projets et Programmes a été marquée par la pandémie de la maladie à coronavirus qui a occasionné des contraintes budgétaires impactant sur le respect du chronogramme indiqué. Ainsi, la CPS/SDR n'a pu tenir la revue des projets et programmes à date. L'activité a été finalement réalisée en novembre 2020.

L'analyse du Secteur Développement Rural révèle que d'importants efforts ont été fournis à travers l'adoption en Septembre 2006 de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) dont les instruments de mise en œuvre sont entre autres :

- la Politique de Développement Agricole (PDA), adoptée par le Gouvernement lors du Conseil des Ministres du 1<sup>er</sup> Août 2013 ;
- le Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA) validé le 25 mai 2015 par le Conseil Supérieur de l'Agriculture ;
- le financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de 15%.

Compte tenu des enjeux et face à l'ampleur des investissements consentis, le suivi des projets et programmes s'avère indispensable afin de s'assurer de leur mise en œuvre efficace et efficiente pour d'apporter éventuellement les mesures correctives nécessaires.

Il convient de rappeler que le suivi opérationnel est du ressort des unités de gestion des projets et programmes. Des supervisions et évaluations périodiques sont effectuées par les services centraux assurant leur tutelle, ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Toutefois, les informations collectées ne parviennent pas à temps aux décideurs. Ceci a pour conséquences la restriction de leurs capacités d'anticipation par rapport aux solutions à apporter aux difficultés liées à l'exécution normale des projets et programmes. Cette situation ne conforte ni les bénéficiaires, ni les départements concernés et encore moins les partenaires au développement.

Dans l'objectif de pallier cette insuffisance, il a été créé, en février 2007, onze (11) Cellules de Planification et de Statistique (CPS) sectorielles. Suivant le décret d'organisation, la Cellule compte 4 unités dont l'Unité de Programmation et de Suivi Evaluation (UPSE) qui assure dans une de ses missions l'élaboration du rapport annuel d'exécution des projets et programmes du secteur concerné.

La CPS en charge du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR), couvre les ministères de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Quatre (4) sous-secteurs sont concernés : agriculture ; élevage ; pêche et sécurité alimentaire.

La 20<sup>ème</sup> revue des projets et programmes du Secteur Développement Rural a été organisée par la CPS/SDR, avec la participation des représentants des structures techniques suivantes :

- la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) ;
- la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) ;
- la Direction Nationale du Génie Rural (DNGR) ;
- la Direction Nationale de la Pêche (DNP) ;
- la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) ;
- le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA).

Il s'agissait donc de procéder à une analyse critique de l'état d'exécution physique et financière desdits projets et programmes, d'identifier les principales contraintes qui entravent leur mise en œuvre et de proposer les mesures et solutions nécessaires à l'amélioration de leur performance.

## **2. Méthodologie :**

La méthodologie adoptée s'articule autour des étapes ci-après :

- i) la révision des outils de collecte pour prendre en compte les insuffisances et les recommandations des revues précédentes, intégrer les nouveaux besoins d'informations.
- ii) la formation et le recyclage des représentants des services techniques chargés de la collecte des données sur le nouveau format des outils de collecte;
- iii) l'organisation des missions de terrain en vue de collecter les données auprès des responsables des projets (CPS/SDR, Direction Nationale de la Planification du Développement, Directions centrales du Ministère de l'Agriculture et

Commissariat à la Sécurité alimentaire). Le mandat des équipes portait sur la formation des point focaux des projets au remplissage du nouveau canevas, la collecte et l'analyse des données, le partage de l'information avec les acteurs de terrain ;

- iv) l'actualisation du répertoire des Projets et Programmes ;
- v) la rédaction du rapport et sa validation par les cadres de la CPS/SDR.

### 3. Etat d'exécution des projets et programmes au 31/12/2019

Au 31 décembre 2019, le portefeuille du SDR comportait 95 projets et programmes.

#### Répartition des financements acquis du portefeuille du SDR

L'objectif de cette section est d'analyser les financements acquis du secteur sous différents prismes afin d'offrir des éléments d'orientation aux décideurs et ainsi opérer des choix importants dans le cadre du renforcement et de la diversification des sources de financement du portefeuille.

**Tableau 1 : Situation des financements et décaissements réalisés au cours de l'année 2019 (FCFA)**

Sous-secteurs	Budget prévu	Montant décaissé	Taux de décaissement
<b>sécurité alimentaire</b>	<b>9 623 420 000</b>	<b>5 848 420 000</b>	<b>60,8%</b>
Extérieur	4 761 520 000	1 015 520 000	21,3%
Intérieur	4 861 900 000	4 832 900 000	99,4%
<b>agriculture</b>	<b>99 325 118 014</b>	<b>70 949 265 480</b>	<b>71,4%</b>
Extérieur	82 812 540 296	56 290 084 056	68,0%
Intérieur	16 512 577 718	14 659 181 424	88,8%
<b>élevage et de la pêche</b>	<b>25 281 500 000</b>	<b>12 388 300 000</b>	<b>49,0%</b>
Extérieur	23 124 000 000	10 862 800 000	47,0%
Intérieur	2 157 500 000	1 525 500 000	70,7%
<b>Total général</b>	<b>134 230 038 014</b>	<b>89 185 985 480</b>	<b>66,4%</b>

Source : données P/P, 2019

Le tableau n°1 présente la situation des financements accordés aux projets. On constate que sur le 134 milliards prévus, 66,4% ont pu être décaissés, soit 89 milliards. Les projets du sous-secteur de l'agriculture ont décaissé près de 71 milliards, contre 12 milliards pour les projets de l'élevage et de la pêche et 5,8 milliards pour la sécurité alimentaire. Le sous-secteur élevage et pêche a le plus faible taux de décaissement soit 49%.

## 4. Réalisations de l'année 2019

### 4.1. Situation des décaissements

#### 4.1.1. Décaissements selon les composantes du PNISA

Une des innovations de la revue des projets et programmes au titre de l'année 2019 a été la collecte d'information par rapport à la mise en œuvre du PNISA et par rapport au budget programme.

**Tableau 2 : Décaissements de l'année 2019 selon les composantes du PNISA (en FCFA)**

Composantes et sous composantes du PNISA	Budget prévu en 2019	Montant décaissé en 2019	Part des sous-composantes dans le décaissement global 2019	Taux de décaissement
Cadre de travail (logistique, équipement, infrastructures, NTIC, etc....)	16 314 696 120	10 487 509 308	11,8%	64,3%
Fonctionnement (eau, électricité, téléphone, carburant, location...)	2 042 200 000	676 600 000	0,8%	33,1%
Salaires du personnel	177 000 000	161 000 000	0,2%	91,0%
Appui au secteur Agricole	2 837 000 000	2 312 765 781	2,6%	81,5%
<b>Total Composante 1 : Renforcement de capacités</b>	<b>21 370 896 120</b>	<b>13 637 875 089</b>	<b>15,3%</b>	<b>63,8%</b>
Réhabilitation, Entretien, maintenance et sécurisation des infrastructures	25 391 500 000	21 157 300 000	23,7%	83,3%
Aménagements hydro agricole	33 964 543 494	21 392 920 391	24,0%	63,0%
Aménagements et hydraulique pastorales	1 116 000 000	698 000 000	0,8%	62,5%
Infrastructures de désenclavement de zone de production (pistes rurales, etc.)	302 000 000	296 000 000	0,3%	98,0%
Infrastructures de productions animales	14 449 900 000	5 629 400 000	6,3%	39,0%
Infrastructures de productions piscicoles, halieutiques et aquacoles	1 170 500 000	866 700 000	1,0%	74,0%
Infrastructures de transformation et de commercialisation	2 120 000 000	1 006 400 000	1,1%	47,5%
Infrastructures socio sanitaires, éducatives et centre d'alphabétisation	8 952 000 000	5 836 000 000	6,5%	65,2%
<b>Total Composante 2 : Investissement</b>	<b>87 466 443 494</b>	<b>56 882 720 391</b>	<b>63,8%</b>	<b>65,0%</b>
Accès aux Intrants et petits équipements (semences améliorées, aliments, engrais...)	3 359 000 000	2 147 000 000	2,4%	63,9%
Diversification des productions et des revenus : information et suivi des marchés	150 000 000	97 000 000	0,1%	64,7%
Valorisation économique des chaînes de valeur (approvisionnement, conservation, transformation et commercialisation)	8 803 000 000	5 481 470 000	6,1%	62,3%
<b>Total Composante 3 : Production Compétitivité</b>	<b>12 312 000 000</b>	<b>7 725 470 000</b>	<b>8,7%</b>	<b>62,7%</b>
Formation des cadres et agents	1 198 278 400	725 600 000	0,8%	60,6%
Recherche appliquée / adaptative (0-5 ans)	442 000 000	187 000 000	0,2%	42,3%
<b>Total Composante 4 : Formation Recherche</b>	<b>1 640 278 400</b>	<b>912 600 000</b>	<b>1,0%</b>	<b>55,6%</b>
Mesures d'accompagnement du PNISA	10 926 900 000	9 513 800 000	10,7%	87,1%
Transfert monétaire assistance alimentaire	513 520 000	513 520 000	0,6%	100,0%
<b>Total Composante 5 : Sécurité Alimentaire</b>	<b>11 440 420 000</b>	<b>10 027 320 000</b>	<b>11,2%</b>	<b>87,6%</b>
<b>Total général</b>	<b>134 230 038 014</b>	<b>89 185 985 480</b>	<b>100,0%</b>	<b>66,4%</b>

Source : données P/P, 2019

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNISA, les décaissements ont été destinés en majeure partie à la composante Investissements (56,8 milliards soit 63% du volume global de l'année) ; aux renforcements de capacités (21%). La composante Production et compétitivité a bénéficié de 8,7% des décaissements de l'année. Ceci démontre qu'il y a encore des efforts à faire pour

développer les activités post récolte (transformation, conservation, compétitivité etc.) pour rendre le secteur plus compétitif.

Seulement 1% du décaissement de l'année a été consacré à la composante Formation et Recherche. Ceci pose le problème de durabilité des actions des projets car sans l'appui de la recherche, il est difficile de capitaliser les acquis d'un projet.

Pour le sous secteur sécurité alimentaire, les décaissements sont destinés essentiellement aux mesures d'accompagnement du plan national de sécurité Alimentaire et aux transferts monétaires.

#### 4.1.2. Répartition du financement selon le budget programme :

Faisant suite à la directive n°01/2009/CM/UEMOA portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA, le Ministre de l'Economie et des Finances a partagé dans la lettre circulaire n°056 MEF-SG portant sur les innovations de l'exécution du budget d'Etat à partir de 2018.

Cette lettre circulaire indique que l'exercice budgétaire 2018 et suivants seront marqués par l'exécution de la loi des finances en mode programme.

Nous analysons dans la partie qui suit, la répartition du financement suivant les différents programmes des SDR.

**Tableau 3 : Répartition du financement 2019 suivant les programmes (FCFA)**

Programmes	Budget prévu (FCFA)	Montant décaissé (FCFA)	Taux de décaissement (%)
1034 : Administration Générale Agriculture	20 140 631 375	13 333 129 231	14,9
1037 : Administration Générale Elevage et Pêche	22 635 857 058	10 635 349 908	11,9
2087 : Appui au Monde Rural	6 510 000 000	4 399 000 000	4,9
2088 : Aménagement et Equipement Rural	67 375 129 581	50 388 586 341	56,5
2089 : Recherche Formation	5 022 000 000	2 662 000 000	3,0
2090 : Développement des Productions et Industries Animales	763 000 000	625 500 000	0,7
2091 : Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	2 160 000 000	1 294 000 000	1,5
2093 : Sécurité Alimentaire	9 623 420 000	5 848 420 000	6,6
<b>Total général</b>	<b>134 230 038 014</b>	<b>89 185 985 480</b>	<b>100</b>

Source : données P/P, 2019

#### Commentaires :

Le tableau n°3 présente la répartition du financement suivant les programmes.

Le commissariat à la sécurité alimentaire exécute le seul programme (2093 : Sécurité Alimentaire) dont il tire son nom et la totalité des décaissements y sont alloués.

Pour le sous-secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche la plus grande partie du financement est destinée au programme Aménagement et Equipement Rural (57%), suivis de l'Administration Générale (29%) et l'Appui au Monde Rural (10%).

Au regard des besoins énormes du secteur ces taux doivent être revus en hausse pour développer le secteur.

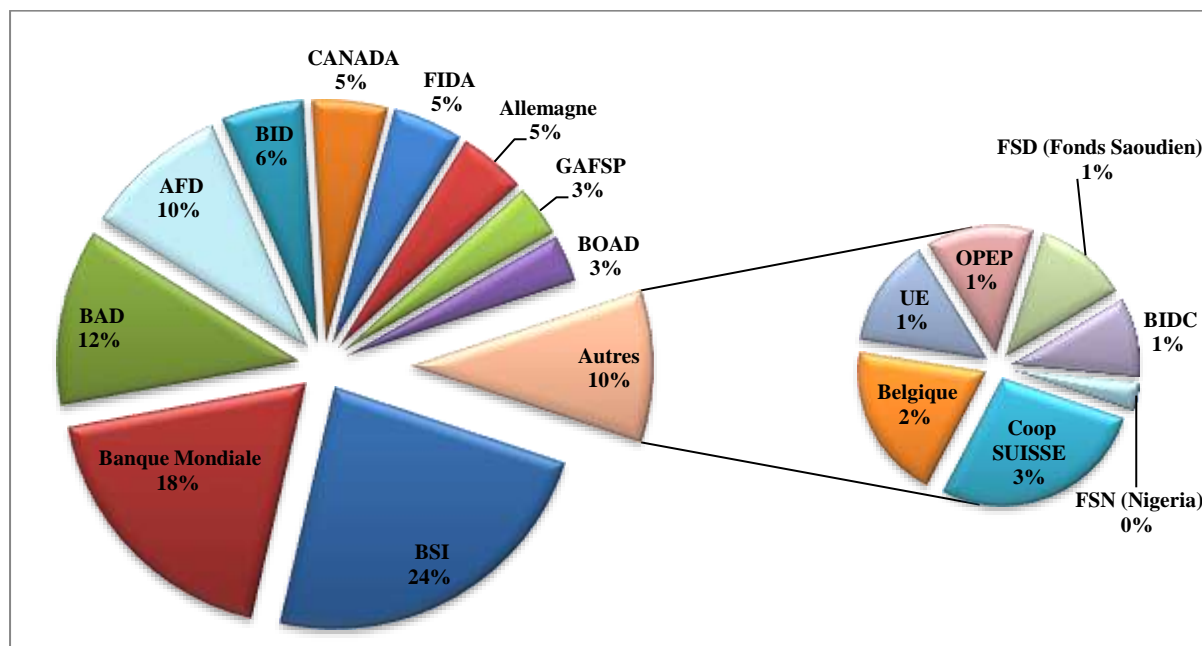
Les financements pour les projets des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche sont destinés en majorité au programme Administration Générale (70%); suivi du programme de Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles avec 21%, le programme Développement des Productions et Industries Animales (0,7%).

### Suivant le Partenaire Technique et Financier (financement extérieur)

En 2019, le secteur développement rural a été financé par les partenaires extérieur à hauteur de 68 milliards de FCFA.

Le graphique 1 montre la contribution de l'ensemble des bailleurs du secteur. Plus d'une vingtaine de partenaires techniques et financiers ont financé le secteur en 2019. La contribution de l'Etat a été de 24%. La Banque Mondiale à travers ses différents guichets arrive en tête des partenaires financiers du secteur avec 16,4 milliards de F CFA, soit 18%. Elle est suivie de la Banque Africaine de Développement, qui en a assuré à 12% soit 10,5 milliards. L'AFD a contribué à hauteur de 10% dans le financement du secteur en 2019, le Canada, l'Allemagne et le FIDA ont contribué chacun à hauteur de 5%.

**Graphique 1 : Répartition du décaissement 2019 par du SDR par source de financement**



Source : Calcul CPS à partir des données P/P, 2019

### 4.1.3. Evolution du taux de décaissements des projets de 2018 à 2019

Le taux de décaissement était calculé sur le financement acquis total du projet, cela ne faisait pas ressortir les efforts annuels de décaissement et favorisait surtout les vieux projets. Depuis 2018, nous calculons le taux de décaissement annuel sur la base du financement acquis annuel de tous les projets. Ceci a l'avantage d'évaluer les projets sur la même base avec le même critère.

**Tableau 4 : évolution du taux de décaissement de 2018 à 2019 SDR Global**

Taux de décaissement	2018	2019	Evolution 2018-19
Taux de décaissement Global Intérieur	82,46%	89%	8,31%
Taux de décaissement Global Extérieur	64,63%	62%	-4,72%
Taux de décaissement Global SDR	67,62%	66%	-1,74%

*Source : Calcul CPS à partir des données P/P, 2019*

Le taux de décaissement global du SDR a régressé entre 2018 et 2019, passant de 67,62% en 2018 à 66% en 2019. Le taux du décaissement extérieur a régressé significativement en passant de 64,63% en 2018 à 62% en 2019. C'est le taux de décaissement du BSI qui a connu une amélioration en passant de 82,46% en à 89% en 2019.

## 5. Contraintes et propositions de solutions

### 5.1. Contraintes

Les contraintes à la bonne marche des Projets se résument comme suit :

- Insuffisances de ressources allouées à la CPS/SDR pour réaliser la revue des projets et programmes ;
- Retard dans l'ouverture des crédits ;
- Difficultés dans la mobilisation des fonds pour la revue, cette année la revue s'est tenue en novembre faute de disponibilité de ressources alors qu'elle est censée se tenir en début d'année au plus tard en mars ;
- Insuffisance des crédits octroyés et notifiés pour le financement des activités programmées
- Insécurité dans les zones d'intervention de certains projets/programmes
- Lourdeur des processus de passation de marchés ;
- Retard dans l'exécution de certains travaux
- Mauvaise qualité des études et de certaines infrastructures
- Retard dans le recrutement du personnel et dans le démarrage des projets
- Absence de document précisant les modalités de transfert à la communauté des sites et ouvrages aménagés.

## 5.2. Propositions de solutions

Les mesures proposées pour régler les problèmes cités sont les suivants :

- Diligenter la mobilisation des ressources notifiées (ouverture des crédits) ;
- Diligenter le processus des décaissements des fonds ;
- Recruter du personnel en nombre et en qualité ;
- Renforcer le suivi
- Equiper les unités de gestion des projets en fonctionnement, moyens logistiques
- Suivre de façon rapprochée des dossiers (Email, des coups de fil) ;
- Raccourcir le temps d'approbation des dossiers ;
- Appliquer de façon rigoureuse les critères de sélection des prestataires ;
- Associer les collectivités, les leaders communautaires et les prestataires locaux afin de dégager une stratégie facilitant un meilleur accès aux sites ;
- Renforcer les capacités de la CPS/SDR pour assurer un suivi plus régulier des projets ;
- Poursuivre les rencontres des projets/programmes initiées par la CPS/SDR ;
- Renouveler le portefeuille des projets/programmes (Formuler des nouveaux projets/programmes) au regard des énormes besoins du Secteur ;
- Procéder au recensement des projets/programmes non répertoriés à la CPS ;
- séparer, pour les prochaines revues, les projets de développement de ceux d'appui institutionnel.

## ANNEXE

**Tableau 5 : Liste des projets ayant fourni des données financières**

N°	Projet	Montant décaissé (FCFA)	Budget prévu (FCFA)	Taux de décaissement (%)
1	6ème CONTRAT PLAN ETAT-OFFICE DU NIGER-EXPLOITANTS AGRICOLES	4 750 000 000	4 750 000 000	100
2	7ème CONTRAT PLAN-ETAT-OFFICE RIZ MOPTI-PRODUCTEURS (PHASE INTERMEDIAIRE)	379 700 000	380 000 000	100
3	AGENCE DE GESTION DU MARCHÉ MODERNE POISSON DE BAMAKO (AGMCPB)	312 500 000	312 500 000	100
4	APPUI A LA CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	55 782 000	82 801 000	67
5	APPUI A L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC)	238 892 931	256 330 375	93
6	APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO (AREPK)	710 200 000	1 364 000 000	52
7	CENTRE DE CONSERVATION, DE MULTIPLICATION ET DE DIFFUSION DU BETAIL RUMINANT ENDEMIQUE (CCMD/BRE) DE MADINA DIASSA (YANFOLILA) EX ONDY	69 000 000	88 000 000	78
8	CENTRE NATIONAL DE L'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE (CNIA)	285 000 000	380 000 000	75
9	CONSTRUCTION VOIE D'ACCÈS AU CENTRE SINO-MALIEN	184 000 000	190 000 000	97
10	CONTRAT PLAN ETAT-AGENCE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (ADRS) - PRODUCTEURS	284 600 000	332 500 000	86
11	CONTRAT PLAN ETAT-OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE SELINGUE-PRODUCTEURS (ODRS)	340 000 000	380 000 000	89
12	CONTRAT PLAN ETAT-OHVN-PRODUCTEURS	231 000 000	380 000 000	61
13	CONTRAT-PLAN ETAT-OPIB-PRODUCTEURS REHABILITATION DU PERIMETRE HYDRO-AGRICOLE DE BAGUINEDA	300 000 000	300 000 000	100
14	INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES - IRRIGAR COMPOSANTE DE KOULIKORO	843 000 000	974 000 000	87
15	IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR II) SIKASSO	1 851 000 000	2 072 000 000	89
16	IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR-FTFPIP) SIKASSO	1 333 000 000	1 457 000 000	91
17	LE PROJET « IRRIGATION DE PROXIMITE ET DE RENFORCEMENT DE L'AGRICULTURE IRRIGUEE » (IPRO-REAGIR) PAYS DOGON	517 280 000	685 000 000	76
18	OFFICE DU MOYEN BANI (OMB) : 1er CONTRAT PLAN (2019-2021)	324 191 885	324 191 885	100
19	OFFICE POUR LA MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE (OMVF)	479 000 000	479 000 000	100
20	OFFICE RIZ SEGOU : 10 EME CONTRAT PLAN (ETAT/ ORS/ PRODUCTEURS)	399 000 000	399 000 000	100
21	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA ZONE DE L'OFFICE DU NIGER PHASE 2 (PADON 2)	8 645 473 760	9 840 000 000	88
22	PROGRAMME D'APPUI AUX FILIERES AGRO-PASTORALES DE SIKASSO (PAFA)	1 984 000 000	2 440 000 000	81

N°	Projet	Montant décaissé (FCFA)	Budget prévu (FCFA)	Taux de décaissement (%)
23	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE (PDI-BS)	9 934 000 000	20 031 000 000	50
24	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	184 000 000	337 000 000	55
25	PROGRAMME DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST (WAPP)	93 000 000	188 000 000	49
26	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA)	513 520 000	513 520 000	100
27	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT RURAL DES REGIONS NORD MALI	262 000 000	1 528 000 000	17
28	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION DE KIDAL - PIDRK	352 000 000	2 832 000 000	12
29	PROGRAMME NATIONAL DES PETITS BARRAGES ET BAS-FONDS (PNPBBF)	118 000 000	143 000 000	83
30	PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS AQUACOLES (PQAA 2016-2020)	281 000 000	300 000 000	94
31	PROGRAMME RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE (RGA)	59 454 300	112 500 000	53
32	PROJET I DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL (P2RS)	4 536 000 000	9 919 000 000	46
33	PROJET D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI (PAPAM)	4 245 000 000	4 429 000 000	96
34	PROJET D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES PETITS EXPLOITANTS POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SAPEP)	665 000 000	1 771 000 000	38
35	PROJET D'AMELIORATION DU SYSTEME D'IRRIGATION DU PERIMETRE DE BAGUINEDA	500 000 000	500 000 000	100
36	PROJET D'AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE DU CASIER DE MOLODO NORD-PHASE I, EXTENSION ET TRANCHE II	1 282 000 000	1 282 000 000	100
37	PROJET D'APPUI A LA FILIERE ANACARDE AU MALI (PAFAM)	1 237 000 000	1 546 000 000	80
38	PROJET D'APPUI A LA FILIERE HALIEUTIQUE (PAFHA)	1 013 000 000	1 860 000 000	54
39	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2 380 700 000	4 927 400 000	48
40	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION AU SAHEL (PARIIS)	896 100 000	1 377 000 000	65
41	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGROINDUSTRIELLE DU MALI (PACAM)	2 385 000 000	4 644 000 000	51
42	PROJET D'APPUI A L'OFFICE DU NIGER (PAON)	3 973 000 000	4 020 000 000	99
43	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL DE SOKE 1 (PADER-S1)	1 500 680 000	1 500 680 000	100
44	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA DIVERSIFICATION AGRICOLE DANS LES ZONES ARIDES DU MALI (PDAZAM)	602 710 000	1 923 920 000	31
45	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITATIONS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS)	664 500 000	8 681 600 000	8
46	PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE AU MALI (PRODEVALAIT)	180 500 000	200 000 000	90
47	PROJET DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ ET DE RÉILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	52 217 400	90 204 400	58
48	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DU DISTRICT DE KITA ET DE SES ENVIRONS, PHASE 2 (PDRK II)	1 476 000 000	3 909 000 000	38
49	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DU KAARTA/SEFETO (PDRK/S)	177 000 000	190 000 000	93

N°	Projet	Montant décaissé (FCFA)	Budget prévu (FCFA)	Taux de décaissement (%)
50	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI (PRIA-MALI)	1 576 000 000	2 140 000 000	74
51	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA REGION DE KOULIKORO (PRESAN-KL)	3 755 000 000	3 755 000 000	100
52	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE PAR LE DEVELOPPEMENT DES CULTURES IRRIGUEES (PRESA/DCI)	3 865 000 000	3 865 000 000	100
53	PROJET DE TRANSFORMATION DES SOUS-PRODUITS D'ABATTAGE (PTSPA)	91 000 000	95 000 000	96
54	PROJET INCLUSIF	4 198 000 000	5 341 000 000	79
55	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-MALI)	6 216 900 000	6 736 000 000	92
56	REHABILITATION EQUIPEMENTS BUREAUX DAF/MA	166 549 908	277 357 058	60
57	STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	4 720 900 000	4 749 900 000	99
58	UNITE INTERIMAIRE DE CONSOLIDATION ET DE GESTION DES ACQUIS DU PROGRAMME DE COMPETITIVITE ET DE DIVERSIFICATION AGRICOLES (UICG/PCDA)	442 000 000	574 000 000	77
59	VALORISATION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE ET DE LA PETITE IRRIGATION AU MALI (VAFPIM)	74 633 296	74 633 296	100
	<b>Total général</b>	<b>89 185 985 480</b>	<b>134 230 038 014</b>	<b>66</b>